

## Le partenariat américano-maghrébin et l'Initiative de Stuart Eizenstat

Amina H. Bougherara- Souibès

### Résumé :

Le Grand Maghreb apparaît comme une région sous-périphérique dans l'ensemble régional du Proche Orient. Néanmoins, dans la perception américaine d'un système mondial sous contrôle occidental et structuré par des Etats pivots, les Etats maghrébins ont une place privilégiée sur le flanc sud de la Méditerranée.

En effet, le Sud de la Méditerranée est devenu de façon importante le centre de gravité de l'Alliance atlantique et cela depuis la définition d'un nouveau concept stratégique, celui de l'élargissement du champ d'intervention de l'OTAN sous la forme de coopération multinationale. Ce nouveau concept avait été mis en relief lors des Sommets de Londres (juillet 1990) et de Rome (décembre 1991).

Trois facteurs avaient justifié cet intérêt plus marqué pour la région : la montée du terrorisme, la guerre du Golfe, et les pressions de certains pays membres de l'OTAN dont l'Italie et

### Abstract:

The Greater Maghreb appears to be a sub-peripheral region in the entire Near East region. Nevertheless, in the American perception of a world system under Western control and structured by pivotal states, the Maghreb states have a privileged place on the southern flank of the Mediterranean.

Indeed, the Southern part of the Mediterranean has become the center of gravity of the Atlantic Alliance, especially since the identification of the new strategic concept that expanded the area of intervention of NATO in the form of multinational cooperation. This concept has been discussed and embraced during the London summit (July 1990) and Rome summit (December 1991)

The rise of terrorism, the Gulf war as well as the growing pressure from some NATO's members, such as Spain and Italy, to devote more attention to this region are what explain the increasing interest in this precarious region. As a result, many initiatives regarding the

<p>l'Espagne. C'est dans ce contexte que se sont situés le partenariat américano-maghrébin et l'Initiative de Stuart Eizenstat et l'initiative du dialogue méditerranéen de l'OTAN. <b>Mots clefs</b> : Initiative de Stuart Eizenstat, Partenariat américano-maghrébin- Dialogue Méditerranéen.</p>	<p>area has emerged, including the American-Maghreb partnership, the Eizenstat initiative, and the NATO's Mediterranean dialogue. <b>Keywords:</b> Maghreb, USA, Mediterranean Sea, cooperation</p>
--	---

### **Introduction :**

Tout au long de ces dernières décennies, on a vu se succéder plusieurs initiatives, dont certaines sont restées au stade de propositions pour renforcer la coopération en Méditerranée : le Groupe de 5+5, la CSCM (Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Méditerranée), le Forum Méditerranéen, les Sommets du Moyen Orient/ Afrique du Nord, ou MENA, l'ACRS ou Groupe de travail sur le Contrôle et la Sécurité Régionale, les partenariats euro-méditerranéens, l'Initiative de l'UEO (Union de l'Europe Occidentale), le Groupe de Contact méditerranéen de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe), et l'Initiative de Dialogue méditerranéen de l'OTAN.

Dans ce contexte, que va s'élaborer la stratégie américaine pour les réformes démocratiques dans le monde arabe que de la lutte anti-terroriste, ainsi que des initiatives de Colin Powell et de Stuart Eizenstat en complémentarité à l'idée du Grand Moyen Orient, c'est que les considérations commerciales et économiques et la promotion de la démocratie dans le cadre de la stabilité politique et socio-économique seront suggérées à la place des déterminants classiques de la politique et du domaine militaire qui guidaient jusqu'à présent la politique étrangère américaine. L'objectif essentiel est au regard américain de sécuriser le maximum d'avantages pour le capital américain qui a un grand besoin d'avoir accès aux marchés et matières

premières extérieurs. Les impératifs de la globalisation et de la transnationalisation du capital amèneront les États-Unis à opérer des changements dans l'environnement politique des pays en voie de développement dans un temps particulier pour le rendre favorable à l'ouverture au capital international.

A l'ancien concept de *Hard security* ou coopération de défense va s'ajouter celui de *Soft security* ou coopération économico-culturelle. La perception des menaces venant des pays du Sud (problèmes socio-économiques, instabilité politique, problèmes religieux, terrorisme, trafic de drogue, flux d'émigration, etc.) va mettre en exergue l'interdépendance et l'interaction des enjeux sécuritaires de défense avec ceux des domaines politico-économiques.

### **D)Le Maghreb, une sous-région périphérique ayant son importance géostratégique**

C'est dans ce nouveau contexte que va s'élaborer la néostratégie des États-Unis et de l'OTAN en Méditerranée et au Maghreb avec, d'une part, une restructuration des forces militaires stratégiques, et d'autre part le lancement de projets économiques d'intégration régionale.

Compte tenu de ces données, le Maghreb apparaît comme une sous-région périphérique dont l'intérêt stratégique tient à sa situation dans l'ensemble MENA ou *Middle-East North Africa* (Moyen Orient/Afrique du Nord). Ce n'est que dans la perspective d'un sous-ensemble régional qu'il revêt un intérêt particulier au regard nord-atlantique et américain.

#### **1)-Le réalignement du Maghreb**

Dans l'après-guerre froide, la Méditerranée en général et le Maghreb en particulier vont susciter une rivalité euro-atlantique entre les États-Unis et l'Europe. Le processus de Barcelone, en excluant les États-Unis aura attisé les tensions liées à cette rivalité euro-américaine si le rôle de puissance de *First magnitude* ou de première grandeur est admis pour les États-Unis au niveau mondial, il semble qu'au niveau régional, il suscite une polarisation parfois conflictuelle.

Cependant le rôle de puissance mondiale a permis aux États-Unis d'imposer leur propre stratégie aussi bien au niveau de l'ensemble

régional méditerranéen que de celui, sous régional, maghrébin. Au niveau de la Méditerranée, les États-Unis détiennent des leviers de pression énormes au niveau des structures multilatérales euro-atlantiques (OTAN-OSCE). En témoignent également, le rôle principal joué par les États-Unis au Moyen-Orient, et les initiatives économiques en direction du Moyen Orient et du Maghreb. Enfin, la deuxième guerre en Irak a largement prouvé le danger que pouvait représenter l'unilatéralisme américain, un positionnement qui semble vouloir changer avec l'administration Obama face aux enjeux stratégiques de demain.

#### **A. Des stratégies maghrébines convergentes**

Le nouvel ordre économique est celui de la globalisation, c'est-à-dire d'une économie mondiale s'étendant au-delà des frontières dans tous les domaines du commerce, de la finance, de l'information et de la communication. Les instruments d'insertion des pays dans ce processus de mondialisation vont être le FMI ( Fonds monétaire international) et l'OMC ( Organisation mondiale du Commerce). Les pays du Maghreb vont négocier cette insertion de manière dispersée sur une base individuelle et avec des moyens limités. En fait, les stratégies de développement des pays maghrébins ont été marquées par des différences profondes tant au niveau des conceptions que des structures économiques et sociales : l'Algérie<sup>(1)</sup> a expérimenté une planification centralisée dans le cadre de l'économie socialiste ; la Tunisie a opté pour une voie libérale ajustée aux normes du marché ; le Maroc a dès le début de son indépendance orienté son économie vers une économie capitaliste basée sur l'initiative privée avec une large ouverture vers l'étranger.

Cependant, quelles que soient les différences de modèles de développement économique, ces trois pays vont connaître des déséquilibres économiques et financiers dans les années 1980 ; ces crises vont les conduire vers un choix de réformes d'ajustements structurels et donc vers des stratégies économiques convergentes.

Sur le plan politique, les crises politiques de 1988 en Algérie, et de 1987 en Tunisie où l'on vit des émeutes la suite de l'augmentation des

---

(1) L'Algérie va se convertir au libéralisme économique et va multiplier les privatisations. En raison du manque de main d'œuvre qualifiée, le gouvernement algérien va favoriser les partenariats.

prix de certain produit de première nécessité, vont amener ces deux pays à une certaine ouverture et à une reconnaissance du pluralisme. Il s'agira en fait d'un véritable réalignement idéologique, politique et économique des trois pays maghrébins.

### **B. L'atout pétrolier de l'Algérie**

Les découvertes pétrolières faites en 1994 et 1995 en Algérie ont mis dans de bonnes dispositions les décideurs internationaux tels que le FMI, la Banque mondiale et compagnies pétrolières. Au niveau des États-Unis, elles ont fait ressortir la crédibilité financière de l'Algérie et permis à la Sonatrach un accès imprévu à de nombreux financements extérieurs. L'Algérie, assurément consciente de l'atout que représente sa diplomatie pétrolière, si l'on peut dire, semble ainsi vouloir utiliser au mieux les perspectives du partenariat maghrébin-américain.

On peut souligner l'analyse que fera en mai 1996, Richard Jackson, Directeur des affaires égyptiennes et nord-africaines au Département d'État sur l'intérêt américain pour l'Algérie : « *Économiquement, l'Algérie est un important acteur (...), elle est un producteur significatif de pétrole et de gaz de haute qualité (...), l'Algérie était en 1994 le pays qui a eu les plus importantes découvertes dans le monde* »<sup>(2)</sup>. Les principales découvertes de pétrole et de gaz seront surtout réalisées par la société américaine Anadarko Petroleum près de Hassi Messaoud. En 1995, l'Algérie signera un projet de 1 milliard de dollars avec la firme US-Arco<sup>(3)</sup>. Les États-Unis sont le deuxième fournisseur et le deuxième client de l'Algérie. Les flux commerciaux entre les deux pays connaissent une croissance soutenue avec un volume des échanges atteignant 8,5 milliards de dollars en 2004. Les produits offerts par l'Algérie sont essentiellement constitués par les hydrocarbures. Ceux des États-Unis comprennent des équipements industriels, informatiques, des produits alimentaires, des services dont ceux de la réforme bancaire et la gestion d'entreprise. Les investissements faits en Algérie deviennent en ordre de valeur les plus importants faits au Maghreb.

---

(2) Washington Files, US Information Agency, 30 march 1999.

(3) L'Algérie et la Libye dispose de réserves prouvées de pétrole de plus de 5 milliards de tonnes et quelques 5000 milliards de m<sup>3</sup> en ressources gazières. L'Algérie est le 5e producteur et 4e exportateur de gaz naturel.

L'Algérie avait traditionnellement opté pour une politique de diversification de ses exportations depuis les premières années de l'indépendance. Ce n'est que vers les années 1990 qu'elle orientera une bonne part de ses exportations vers les États-Unis. On constate aussi que les importations s'accroissent également en provenance de ce pays, puisqu'elles passent de 10% à 15%, et les exportations avoisinent les 20%. Pour les États-Unis, il s'agira d'un immense enjeu économique en Algérie. Les importations américaines en gaz montent à 1,700 milliards de dollars, quant aux exportations, elles dépassent un milliard de dollars : ces deux chiffres méritent d'être rapprochés.

Le sous-secrétaire d'État américain, Stuart Einzenstat avait initié un partenariat maghrébins-américain à la fin des années 1990 et il avait formulé les remarques suivantes<sup>(4)</sup>:

- La nature des relations politiques au sein de la région bloque la coopération économique ;

-La limite des réformes entreprises qui ont certes réalisées la stabilité macro-économique, mais n'ont pas assumé les réformes nécessaires pour assurer la libre entreprise, réaliser des marchés publics transparents et alléger les charges d'entreprise ;

-Le rôle du secteur privé qui doit avoir sa place légitime dans la formulation de la politique économique (investissements, libre concurrence, augmentation des exportations).

Les États-Unis privilégieront la formulation des joint-ventures en lieu et place de la relation d'assistance. La Chambre de Commerce Algéro-Marocaine, fondée en 1997 et installée à Alger, sera favorable aux propositions de crédits ouverts tous les ans sur la base des propositions d'affaires qu'elle fera dans le futur. Actuellement, excepté le secteur de l'énergie, l'Algérie offre des possibilités d'investissements dans les secteurs des produits pharmaceutiques, du bâtiment, du tourisme, de l'industrie légère et des télécommunications.

Il faut cependant savoir que, en phase avec la volonté des autorités économiques algériennes de diversifier leur partenariat, les compagnies américaines s'implantent en Algérie. Déjà en 2001, Burlington Resources et Anadarko ont décroché des licences de

---

(4) Rencontre financière sur le Maghreb, Washington, 30 avril 1999.

prospection pétrolières en Algérie(5). En novembre 2001, durant sa visite à Washington, le président Bouteflika évoquera avec les hauts responsables américains les moyens d'intensifier le partenariat entre les deux pays. Deux thèmes ont été développés : en premier, la fourniture à l'Algérie de systèmes de défense destinés au renforcement de la sécurité et au maintien de l'ordre ; en deuxième lieu, le développement de la coopération bilatérale en matière d'hydrocarbures. Les compagnies pétrolières américaines sont intéressées par un sous-sol qui serait encore sous-exploité, selon les évaluations officielles, l'Algérie disposerait d'un potentiel d'environ 9 milliards de barils.

Certains secteurs intéressent les États-Unis tels que les banques, les finances, les télécommunications, l'aéronautique et les nouvelles technologies.

## **2)- Les relations Algérie-Maghreb / États-Unis**

Les relations entre l'Algérie et les pays maghrébins ont pris depuis les années 1980 une nouvelle orientation idéologique, politique et économique qui a favorisé un rapprochement et une certaine convergence sur les intérêts régionaux communs.

Du point de vue chronologique, une tentative de création d'une communauté économique en 1964 avait abouti à un échec. Ce n'est que dans les années 1980 que la réalisation d'une union politique et économique a pris forme sous l'appellation d'Union du Maghreb Arabe (UMA). En 1989, l'accord de Marrakech réunira l'ensemble des pays maghrébins dans le cadre d'une coopération régionale. Le Traité de Marrakech était issu de la rencontre au Sommet à cinq de Zéralda, tenue le 10 juin 1988. Le Traité garantira à chaque pays maghrébin le respect de sa souveraineté nationale et le non recours à la force pour régler des contentieux diplomatiques.

### **A. Le contentieux Algéro-Marocain**

La politique algérienne qui appuie le Front Polisario dans son option fondée sur le principe du droit à l'autodétermination a été une source de blocage à la construction de l'Union maghrébine.

---

(5) In Salama, Pétrole, première étape, janvier-février 2003, no 29, pp.28-29.

En août 1994, un acte terroriste mené par un groupe d'origine algérienne contre des touristes à Marrakech a constitué une raison pour le Maroc pour imposer aux algériens l'obtention d'un visa pour entrer sur son territoire, cette décision marquera l'abandon d'un acquis important de l'UMA. L'enchaînement des réactions entre les deux pays frontaliers aboutira à une fermeture des frontières.

Cependant, l'UMA demeure un acquis important, il lui faut trouver des espaces de coopération solidaire, de création de partenariats intermaghrébins sur la base d'avantages comparatifs, fondé sur une complémentarité à l'échelle maghrébine.

## B. L'Algérie et les États-Unis

L'Algérie représente pour les États-Unis un pays aux potentialités particulières. Pour l'Amérique, l'approvisionnement énergétique est une question vitale pour leur système économique national. Bertrand Ravenel, politologue français, écrivait à ce sujet des propos pertinents : *« La vraie affaire stratégique des années 90 et du XXIe siècle est la maîtrise des enjeux énergétiques. Important 50% de ses besoins en pétrole, l'économie américaine est destinée à dépendre de plus en plus de ses importations de matières premières et en particulier du pétrole. Cette dépendance de nature stratégique contraint les États-Unis à définir une géostratégie globale de maîtrise des enjeux énergétiques. Cette stratégie concerne l'action combinée de sociétés du secteur énergétique liées à des sociétés d'investissements et de crédit (oil- gas arms business) et soutenues par l'État américain. Face à leurs concurrents (Europe, Japon) eux-mêmes sans ressources énergétiques propres, les États-Unis veulent contrôler en première instance la ressource stratégique du système industriel. Or l'espace concerné par cet objectif est l'ensemble sud-méditerranéen à partir du Maroc jusqu'au Golfe et la Caspienne. Ce qui amène à penser comme un ensemble unique le Maghreb et le Machrek jusqu'au Caucase et par extension la Méditerranée...<sup>(6)</sup> ».*

---

(6) Bertrand Ravenel, l'Algérie entre la France et les Etats-Unis, Revue Naqd, Etudes et Critique sociale, no 12, été 1999.

### **C. L'ensemble maghrébin**

L'importance stratégique du Maghreb, notamment dans la sécurité des livraisons de gaz vers l'Europe est soulignée par les crises qui ont marqué récemment les livraisons de gaz russe à certains pays européens, la crise nucléaire iranienne, la guerre en Irak, les perturbations qui ont frappé les livraisons nigérianes.

L'Algérie, la Libye et l'Égypte ont pris des mesures encourageant les compagnies étrangères à augmenter leurs investissements dans l'exploration et l'augmentation de la production.

Martin S. Indik, ancien sous-secrétaire d'État pour les Affaires du Proche-Orient définissait comme suit la situation de l'ensemble maghrébin :

*« Le Maroc et la Tunisie ont une histoire caractérisée par des institutions stables et efficaces. L'Algérie est en train d'essayer de mettre de nouvelles institutions en place pour assurer la stabilité. Les trois États bénéficient d'une croissance économique solide et de relations internationales pacifiques. Les États-Unis partagent avec ces trois États maghrébins un engagement commun et ancien à la paix, la stabilité et la prospérité dans la région. Notre vision est celle d'une Afrique du Nord dont le futur sera distingué par des États prospères et intégrés dans l'économie mondiale, développant des relations commerciales avec l'Europe et l'Amérique, attirant de hauts niveaux d'investissements locaux et étrangers, et créant des emplois. Notre vision inclut aussi une participation politique accrue de la population. L'Afrique du Nord en tant qu'exemple de prospérité et de participation devrait servir à la fois comme influence stabilisatrice dans l'ensemble du Moyen Orient et comme moteur aidant à introduire de manière pacifique cette région perturbée dans le 21<sup>e</sup> siècle... ».<sup>(7)</sup>*

## **II) L'intégration régionale des pays maghrébins**

### **1)- Des cas spécifiques : Maroc, Tunisie, Mauritanie, Libye.**

Le Maghreb apparaît comme une sous-région périphérique dans l'ensemble régional du Proche Orient. L'Algérie se voit dotée d'un

---

(7) In Bertrand Ravenel, op. cit.

statut particulier dans l'ensemble sous-régional maghrébin car elle est un pôle énergétique important au regard américain.

### **A. Le Maroc**

Ce pays a appuyé sans réserves les volets politiques et sécuritaires de partenariat euro-méditerranéen où il peut faire jouer les liens militaires privilégiés qu'il a développés avec la France, l'Espagne, l'Italie et le Portugal : accords de défense, assistance technique, exercices combinés, formation de cadres, divers échanges militaires dont les renseignements, la constitution d'une force basée sur l'interopérabilité, l'observation des manœuvres Euro-force, etc.

Le Maroc considère l'initiative de l'OTAN comme une occasion positive pour renforcer ses relations avec les puissances occidentales et sa propre sécurité nationale. Ce pays attend plus essentiellement un soutien politique et une aide économique à un niveau de *Soft security*.

Dans les années 1980, les États-Unis ont offert un programme d'assistance au développement pour des raisons stratégiques.

Les États-Unis aident le Maroc dans les secteurs favorables à la croissance et la création d'emplois. Le Maroc voit dans le partenariat maghrébin-américain des perspectives d'investissements dans les secteurs de l'énergie et de la télécommunication, dans le secteur de la haute technologie, le domaine pharmaceutique, le secteur industriel et le transfert de la technologie.

### **B. La Tunisie**

Ce pays est intégré dans le partenariat euro-méditerranéen et le dialogue avec l'OTAN. La Tunisie a participé avec beaucoup d'intérêt à tous les dialogues euro-méditerranéens, et cela au niveau le plus élevé dans la région. Elle perçoit sa participation au dialogue de l'OTAN dans la même perspective que son association avec l'Union européenne, ce ne sont pas seulement les volets purement sécuritaires et militaires qui l'intéressent mais aussi les volets sociaux et économiques.

On pourra cependant souligner la participation de la Tunisie aux cours de maintien de la paix et de planning de crise organisés par l'Alliance,

ainsi que l'organisation de manœuvres conjointes entre l'OTAN et des brigades maritimes tunisiennes en Méditerranée.

La Tunisie a été le premier État membre du dialogue avec l'OTAN, et elle demeure partie prenante de toutes les commissions et discussions, de tous les groupes de travail et de rapports organisés dans ce cadre-là.

### **C. La Mauritanie**

La Mauritanie demeure un point de stabilisation des régions frontalières sub-sahariennes qui n'est pas moindre. Ce pays a été impliqué dans le dialogue avec l'OTAN, dès 1994, dans le cadre de toutes les initiatives visant à l'encouragement du processus sous-régional. La Mauritanie a une façade atlantique importante et apparaît comme une passerelle entre le Maghreb et le sud Sahara. La perception du dialogue méditerranéen de l'OTAN par la Mauritanie est semblable à celle du Maroc et de la Tunisie, et s'exprime par le souhait d'un rapprochement euro atlantique et méditerranéen qui se n'inscrirait non pas dans une relation sécuritaire classique mais plutôt dans un processus de partenariat économique pour le développement.

### **D. La Libye**

Du fait de l'embargo qui lui fut imposé par les pays occidentaux, la Libye est demeurée exclue de toute démarche d'intégration régionale. Cependant, le partenariat sera amené à ne plus ignorer cet État. Une recommandation des groupes de travail Euromesco, d'avril 1997, préconisait qu'à défaut d'une participation pleine, un statut d'observateur soit suggéré pour la Libye malgré les blocages qui persistaient encore au niveau des États. La rencontre des chefs d'États et de gouvernements participant au 45<sup>e</sup> Sommet extraordinaire de l'OUA, du 9 septembre 1999, aura permis à la Libye de réémerger sur la scène continentale et de renforcer son ancrage africain.

## **2)- La néostratégie américaine au Maghreb**

Les considérations commerciales et économiques et la promotion de la démocratie seront suggérées à la place des déterminants classiques de la politique et du domaine militaires qui guidaient jusque-là la politique étrangère américaine.

## **A. Historique des relations américano-maghrébines**

L'histoire moderne des relations américano-maghrébines a réellement débuté en novembre 1942 avec le débarquement des troupes nord-américaines en Afrique du nord. Ces opérations militaires avaient pour objectif d'éjecter l'armée de l'axe nazi avec à sa tête Rommel, de la région.

Durant l'après-guerre, les États-Unis vont développer une politique extérieure prudente à l'égard des pays maghrébins, notamment pendant la période de décolonisation. Leur attitude est fondée sur trois principes :

- Assurer une position de leadership dans une région qui était un élément important du jeu géopolitique mondial (lutte contre les puissances de l'Axe durant la deuxième guerre mondiale et contre le bloc soviétique durant la guerre froide) ;
- Favoriser le processus de décolonisation dans cette région sans porter préjudice aux alliés occidentaux ;
- Créer les conditions nécessaires à de bonnes relations postcoloniales entre le Maghreb et le camp de l'Ouest.

Pour les pays maghrébins nouvellement indépendants, il s'agira de réduire une dépendance lourde par rapport à l'ex-puissance coloniale en développant de nouveaux liens avec l'Amérique, alliée de la France , et aménager ainsi une liberté de manœuvre par rapport à l'Ouest en général. Il faut noter cependant que outre les affinités ou les divergences idéologiques américano-maghrébines, les relations entre les États-Unis et le Maghreb seront essentiellement basées sur les échanges commerciaux et le business. Un conseiller à la sécurité nationale, Antony Lake, exprimera de la manière qui suit le consensus émergeant parmi l'élite de la politique étrangère américaine quand il écrira :

« *Ce qui doit succéder à la doctrine du containment est une stratégie de la communauté libérale mondiale des démocraties du marché* ». <sup>(8)</sup>

La région du Maghreb en Méditerranée occidentale offrira un intérêt géostratégique particulier du fait de plusieurs facteurs notamment son insertion particulière dans un ensemble géographique dense de par ses composantes sociodémographiques. Elle est la passerelle entre l'Occident, l'Afrique et le Moyen Orient et possède des ressources

---

(8) Middle East Report, Fall 1998, no 208, p.9.

matérielles et énergétique. IL faut en plus souligner l'importance de son marché soit quasiment une centaine de millions de consommateurs au total dans l'espace maghrébin.

Après le processus de Barcelone de 1995, les États-Unis vont lancer une offensive économique vers le Maghreb avec le vice-secrétaire d'État américain aux affaires étrangères, Stuart Eizenstat ; cette offensive visera le Maroc, la Tunisie et l'Algérie. Eizenstat, chargé des dossiers économiques et de l'agriculture, exposera ce projet devant la Chambre de Commerce Tuniso-Américaine, en juin 1998.

L'objectif américain sera de développer un partenariat à long terme avec les pays maghrébins, en intégrant la Libye progressivement. Les États-Unis souhaiteront la construction de l'Union maghrébine arabe (UMA) afin de favoriser l'intégration des économies de la région et de renforcer les relations politiques des pays frontaliers.<sup>(9)</sup>

### **B. La stratégie maghrébine des États-Unis**

Robin Lynn Raper, ambassadeur des États-Unis à Tunis, définissait comme suit la place du Maghreb dans la stratégie américaine :

*« Les États-Unis reconnaissent depuis longtemps l'importance stratégique et politique du Maghreb. Comme vous le savez, l'Afrique du Nord occupe une position stratégique en Méditerranée-une région d'une importance capitale pour les intérêts américains. Il est certain qu'il s'agit d'une région du monde où l'instabilité pourrait avoir un impact sur les alliés les plus importants et sur les ressources naturelles vitales. Les États-Unis ont trois objectifs mondiaux : promouvoir la sécurité, la prospérité économique obtenue et les gouvernements démocratiques – objectifs qui je sais sont partagés par les pays du Maghreb. Notre objectif à l'échelle mondiale est de promouvoir la prospérité économique, et la manière dont elle se trouve liée à la région du Maghreb, résume l'initiative d'Eizenstat. Cette initiative est régie par trois principes : soutenir le rôle du secteur privé et encourager encore plus un commerce entre les États-Unis, la Tunisie, le Maroc et l'Algérie ; et enfin, encourager une*

---

(9) Cf. Nicole Grimaud, Le Maghreb entre l'Europe et les États-Unis, Revue d'études internationales, Tunis, no 70, 1/1999.

*coopération économique et une intégration dans le Maghreb et ce, à long terme. »<sup>(10)</sup>*

### **3)- Le partenariat américano-maghrébin et ses implications pour l'Algérie**

Au regard américain, le Maghreb est considéré comme une sous-région de l'ensemble *Middle-East-North Africa* ou MENA

Dans lequel le Maghreb a une place stratégique et centrale, la région du Golfe arabo-persique et la zone maghrébine étant des espaces périphériques. L'espace maghrébin est appréhendé comme un espace riche en potentialités. William Zartman le décrivait en ces termes : « *L'Algérie est riche de ses hydrocarbures et dispose d'une base industrielle réelle. La Tunisie se présente comme un futur tigre. C'est un parti intéressant à suivre. Et le Maroc continue à se développer à son rythme... une classe moyenne s'y développe, comme en Tunisie. Au total, la région progresse.* »<sup>(11)</sup>

#### **A. Une stratégie régionale américaine**

Le Maghreb joue un rôle subrégional dans la stratégie américaine et s'inscrit dans une géostratégie globale plus vaste en Méditerranée. Pour les États-Unis, la Vie flotte américaine et les bases de l'OTAN assurent la sécurité en Méditerranée, une sécurité, selon eux, indispensable pour garantir la liberté de navigation, les activités et les opérations militaires de l'OTAN ainsi que l'approvisionnement en ressources énergétiques de l'Occident. Au regard américain, la Méditerranée est principalement le flanc sud de l'Alliance, elle constitue un élément majeur de la sécurité d'Israël. La place du Maghreb dans la stratégie américaine intègre celle plus globale d'un espace s'étendant du Maroc à la Turquie et au Golfe arabo-persique.

---

(10) Robyn Lynn Raphael, Anniversaire de l'UMA, Revue d'Études internationales, no 71, Tunis, 2/1999

(11) William Zartman in Le Monde, 13 janvier 1998.)

Le Maghreb présente néanmoins un intérêt différencié pour les États-Unis. Par exemple, le Maroc et la Tunisie offraient de bonnes opportunités d'investissement dans un environnement stable et sécurisé, une situation que l'Algérie commence à atteindre depuis quelques années.

L'Algérie conserve une situation privilégiée dans la stratégie américaine du fait des perspectives économiques intéressantes.

Le pétrole et le gaz algériens demeurent des atouts fondamentaux dans le partenariat américano-maghrébin car il permet de financer un marché de taille en termes d'infrastructures.

Les États-Unis voudraient intégrer davantage l'Algérie dans la sécurité régionale. Cette coopération va inclure des consultations entre les secteurs de la Défense de chacun des deux États, des exercices de formation en opération conjointe tels que ceux qui ont été effectués avec la marine algérienne (recherche et sauvetage en mer). La coopération sécuritaire est un élément important du partenariat depuis les attentats de septembre 2001 aux États-Unis.

Pour les États-Unis, une stratégie régionale exige une participation des institutions américaines (Gouvernement, Société civile, Business) ayant chacune un rôle à jouer. Il s'agira d'assurer une véritable promotion de l'économie de marché et la libre entreprise en donnant plus d'initiative à l'entreprise privée, d'encourager l'utilisation la plus productive du capital et de ses ressources humaines, en insérant l'économie algérienne dans le marché mondial.

## **B. L'Initiative Eizenstat**

L'initiative du Sous-secrétaire d'État Eizenstat aura pour objectif de promouvoir le secteur privé et de soutenir les réformes structurelles. Sur le plan politique, les États-Unis déclarent encourager la promotion des institutions démocratiques, notamment la liberté de presse et le principe d'élections justes et libres. Le gouvernement américain a financé en ce sens un programme de soutien pour l'Assemblée nationale algérienne et un programme de formation des syndicalistes algériens avec la centrale syndicale américaine AFL-CIO.<sup>(12)</sup> L'ensemble de ces faits prouvent une volonté de rapprochement des

---

(12) Cf. Middle East Review, op.cit.

États-Unis vis-à-vis du Maghreb en général et de l'Algérie en particulier ; une volonté qui explique l'initiative du partenariat du sous-secrétaire d'État américain, de juin 1998. On peut considérer également que le fait que les États-Unis n'aient pas participé au processus euro-méditerranéen de Barcelone en tant que partie prenante ainsi que l'échec du Sommet économique MENA (Middle-East-North Africa) aient pu inspirer cette impulsion en Méditerranée occidentale. L'initiative de Stuart Eizenstat a été annoncée officiellement lors d'une conférence de presse donnée par le sous-secrétaire d'État américain à Tunis, le 17 juin 1998. Ce dernier avait déclaré que les États-Unis proposaient l'établissement d'un partenariat économique avec trois pays du Maghreb : l'Algérie, la Tunisie et le Maroc.

Le partenariat économique avec le Maghreb est apparu d'opportunité pour le Département d'État américain parce qu'il coïncidait avec la fin de la guerre froide et, symboliquement, avec le début d'un nouveau millénaire.

La proposition de loi sur la croissance et les débouchés en Afrique incluant les pays maghrébins, soumise à la Commission sénatoriale des finances, le 26 janvier 1999, montre l'évolution de la perception américaine des potentialités de cette région.

L'administration américaine voulait lancer un processus d'association qui semblait à la fois complémentaire et concurrentiel au processus de partenariat euro-méditerranéen mis en œuvre à la Conférence de Barcelone. Du 12 au 18 juin 1998, le sous-secrétaire d'État chargé de l'économie et l'agriculture fera une tournée officielle à Tunis et à Rabat. Il avait été précédé par le deuxième Secrétaire d'État, Martin Indyk qui, le 14 mars 1998 avait annoncé dans une conférence de presse à Alger que tant que l'Algérie continuait ses réformes économiques, il y aurait de bonnes opportunités pour les compagnies américaines de participer en partenariat avec les compagnies algériennes au développement économique de l'Algérie.

Il s'agissait d'insuffler un double dynamique : un partenariat américano-maghrébin puis un partenariat intermaghrébin susceptible de faire de la région un ensemble régional partie prenante au grand processus de globalisation. Deux préalables apparaissaient nécessaires à cette deuxième dynamique :

- L'unification des mécanismes de gestion économique des pays maghrébins ;
- Le règlement du dossier sahraoui.

Dans cette optique, une réunion ministérielle avait été organisée avec trois des cinq États maghrébins (Maroc, Tunisie, Algérie), à la fin de l'année 1998. Tout en étant essentiellement économique, l'initiative du partenariat américano-maghrébin visera par le biais de la promotion du commerce et du libre-échange à améliorer les relations politiques entre les trois pays maghrébins. Le projet d'Eizenstat avait été présenté devant la Chambre de Commerce Tuniso-Américaine et exposé précédemment, le 17 juin 1998, à Rabat.

Eizenstat avait critiqué le modèle partenariat euro-méditerranéen en considérant que cette approche de développement était basée sur l'assistance et qu'elle sous-estimait le rôle crucial du secteur privé ; pour Eizenstat, il s'agira de favoriser la promotion des relations commerciales entre les États-Unis et la région maghrébine : les États-Unis viseront à encourager la réduction des barrières internes entre les pays d'Afrique du Nord et la promotion du secteur privé dans le commerce et, plus généralement dans l'investissement.

Le Sous-secrétaire d'État américain avait déclaré dans l'émission « Dialogue » de la chaîne Worldnet (6 juin 1999) que son pays travaillait avec l'Overseas Private Investment Corporation (OPIC) pour promouvoir plus d'investissements américains au Maghreb. Il avait évoqué le fait que son initiative avait été encouragée au niveau le plus important du Département d'État et que l'évènement historique se situait bien au niveau des rencontres inédites entre les hauts fonctionnaires du Département d'État et ceux des pays maghrébins. Pour les trois pays maghrébins concernés (Maroc, Algérie, Tunisie), il sera exigé une plus grande ouverture de leur économie pour créer un environnement favorable aux investissements (dérégulation, privatisation, transparence, protection de la propriété intellectuelle, etc.).

Les institutions algériennes travailleront avec le gouvernement américain pour élaborer des projets d'investissements d'une valeur de deux milliards de dollars avec une garantie de protection de ses

avoirs.<sup>(13)</sup> Pour Eizenstat, le partenariat économique Etats-Unis-Maghreb sera constitué de quatre éléments :

1. Promotion d'un dialogue entre les autorités américaines et celles de la Tunisie, de l'Algérie et du Maroc sur une base plus régulière ;
2. Traitement du Maghreb non pas sur une base bilatérale mais plutôt régionale pour une meilleure coopération économique. IL s'agira d'encourager l'UMA et toute autre structure d'intégration de la région à abattre les barrières entre les pays maghrébins pour favoriser le commerce ;
3. Mise en valeur du rôle central du secteur privé en tant que moteur d'une croissance soutenue à long terme pour la région ;
4. Mise en relief de l'importance que pourront avoir les gouvernements ;
5. Des réformes structurelles économiques pour créer le terrain favorable au secteur privé dans le cadre du partenariat envisagé.

Le planning mis au point par Stuart Eizenstat consistera en l'organisation de rencontres entre les représentants des trois pays maghrébins (Algérie, Tunisie, Maroc) pour l'élaboration d'un plan d'action sur la manière dont les Etats-Unis pourraient promouvoir leurs investissements au Maghreb et aider à la promotion du secteur privé.

C'est dans cette perspective que les trois chambres de commerce (Tuniso-Américaine, Maroco-Américaine, Algéro-Américaine) se sont réunies à Casablanca, les 20 et 21 avril 1999, et continuent à avoir des contacts réguliers.

Le gouvernement américain avait annoncé des mesures entrant dans le cadre du partenariat mis en œuvre et qui prévoyait le déblocage de nouveaux fonds de l'Overseas Private Investment Corporation (OPIC), une aide technique et une réduction de la dette.

Il établira une coordination entre les agences spécialisées pour le développement dans les secteurs du Commerce et de l'investissement (US-AID, Export-Import Bank, Trade Development Agency). A travers ce projet de partenariat, les États-Unis voudront cibler non

---

(13) In Arabies, Dossier spécial sur le partenariat États-Unis Maghreb, septembre 1999.

seulement les 100 millions potentiels de consommateurs maghrébins mais également ceux du continent africain.

Dans la concurrence menée avec le partenariat euro-méditerranéen, l'initiative américaine au Maghreb montrera que les États-Unis voudront apparaître comme des interlocuteurs crédibles ou comme partie prenante du processus d'intégration régionale des pays d'Afrique du Nord.

Il apparaît néanmoins au niveau des statistiques des années précédentes que l'Union européenne tient une place première dans les échanges économiques. L'Algérie est le premier pays importateur de produits agricoles de l'Union européenne avec un volume de 1,2 milliards d'euros.<sup>(14)</sup> *« La croissance des économies du Maghreb est largement dépendante des marchés extérieurs. L'Algérie et la Tunisie réalisent environ 40% de leur PIB à l'exportation (respectivement 38,3% et 43,8% en 2003). Le Maroc est moins dépendant avec 27,9% du PIB réalisé à l'exportation. En termes géographiques, le commerce extérieur du Maghreb est très largement orienté vers l'Union européenne. S'agissant des exportations, l'Union est un partenaire essentiel, les pays du Maghreb y ont réalisé plus des deux tiers de leur commerce en 2003, ce taux atteignant même 80% pour la Tunisie. Résultat des liens historiques, c'est avec les pays de l'Union riverains que les échanges sont les plus intenses. La France, l'Italie, l'Espagne et le Portugal absorbent plus de 50 % des exportations du Maghreb ».*<sup>(15)</sup>

On peut néanmoins considérer en conclusion que, de manière globale, les gouvernements maghrébins considèrent les différents processus comme complémentaires, que le principe du partenariat euro-méditerranéen peut être complémentaire au partenariat américano-maghrébin. En ajoutant également le Libye et la Mauritanie, ils permettraient une meilleure participation de ces pays au mouvement d'intégration régionale.

---

(14) Mahmoud Mamart, Le Maghreb face à une Europe tournée vers l'Est, La Tribune, 5 mai 2004.

(15) Pierre Bryuas, Visage socio-économique du Maghreb, EUROSTAT, 4/2005

## **Bibliographie :**

- Bertrand (Ravenel), l'Algérie entre la France et les Etats-Unis, Revue Naqd, Etudes et Critique sociale, no 12, été 1999.
- Bryuas (Pierre), Visage socio-économique du Maghreb, EUROSTAT, 4/2005.
- Brynas, Visage socio-économique du Maghreb, Eurostat, 4/2005.
- Financial Times, London, 20 janvier 2006.
- Daguzan (Jean-François), La sécurité en Méditerranée : une approche globale, in La Méditerranée occidentale, quelles stratégies pour l'avenir ? Editions Publisud, 1994.
- Daguzan (Jean-François), La fin des illusions de Barcelone ? Confluences Méditerranée, no 35, Automne 2000.
- Grimaud (Nicole), Le Maghreb entre l'Europe et les Etats-Unis, Revue d'Etudes internationales, Tunis, no 70, 1/1999.
- In *Arabies*, Dossier spécial sur le partenariat États-Unis Maghreb, septembre 1999.
- Klein (Jean), Le Monde diplomatique, mars 2006.
- Middle East Report, Fall 1998, no 208.
- Document du Pentagone, Etats-Unis, Internet 1993.
- Le Monde, 2 février 2001.
- Raphel (Robert Lynn), Anniversaire de l'UMA, Revue d'Etudes internationales, no 71, Tunis, 2/1999.
- Mamart (Mahmoud), Le Maghreb face à une Europe tournée vers l'Est, La Tribune, 5 mai 2004.
- Middle East Report, Fall 1998, no 208, p.9.
- Discours à l'Etat de l'Union du président Bush, septembre 2002.
- Washington Files, US Information Agency, 30 march 1999.
- Rencontre financière sur le Maghreb, Washington, 30 avril 1999.
- In Salama, *Pétrole, première étape*, janvier-février 2003, no 29, pp.28-29.
- Zartman (William), Le Monde, 13 janvier 1998.